

# Présentation du projet CEIFAC

## Sommaire

1. Présentation du CEIFAC p.4
2. LE CEIFAC : une mission de formation et un outil de collaboration  
entre les services répressifs européens p.5
3. Le CEIFAC : une pratique pédagogique alliant données théoriques  
et analyses pratiques p.9
4. Le CEIFAC : un projet collectif, résultat de la collaboration étroite  
avec des partenaires européens p.11
5. Le CEIFAC : un financement indispensable des partenaires p.12
6. L'équipe du CEIFAC p.13



## GENESE DU CEIFAC

Le GRASCO (Groupe de Recherche-Action Sur la Criminalité Organisée) dépendant de l'UMR DRES 7354 a proposé, dans le prolongement des Universités d'été des investigations financières et de l'analyse financière organisé en partenariat avec ses partenaires européens et pour mettre en œuvre ses préconisations, en juillet 2010, de créer à Strasbourg un Collège européen pour dispenser un programme de formation et conduire un projet de recherche en matière d'investigations financières et d'analyse financière criminelle, le CEIFAC.

Les « Universités d'été des investigations financières et de l'analyse financière criminelle » se sont tenues du 1<sup>er</sup> au 11 juillet 2010 avec le soutien financier des collectivités territoriales, la Ville et l'ancienne communauté urbaine devenue Eurométropole de Strasbourg et la Région Alsace.

Certaines des recommandations formulées à l'issue de ces universités d'été ont été prises en compte par la Commission pour construire la réflexion autour des investigations financières à l'échelle européenne, notamment dans la communication COM (2008) 766 : Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil - Produits du crime organisé : garantir que « le crime ne paie pas » du 20 novembre 2008.

Le CEIFAC est hébergé au sein de l'Université de Strasbourg au sein de l'UMR DRES 7354. Il est devenu le seul centre de formation aux investigations financières de l'UE qui met en présence à la fois des autorités de poursuite et de justice de tous les Etats membres.

## Présentation générale du CEIFAC

Créé en 2013, le collège européen des investigations financières et de l'analyse financière criminelle (CEIFAC) est à la fois un centre de formation des autorités de police, gendarmerie, douanes et justice et un centre de recherches universitaires créé par l'université de Strasbourg. Il a été créé dans le prolongement des Universités d'été des investigations financières

Financé dans le cadre d'un programme *Prevention and fight against crime* initié par la Commission européenne (*DG Home Affairs – Action grant 2012- FINEC Financial and economic crime*), le CEIFAC développe un programme de formation et de recherche sur la mise en œuvre des investigations financières pour mieux lutter contre l'infiltration de l'économie par l'argent issu des trafics perpétrés par plus de 3600 groupes criminels organisés actifs au sein de l'Union européenne (*Rapport SOCTA, 2013, Europol*).

Le CEIFAC a vocation à former les autorités de police et de justice de toute l'Union européenne et des pays candidats, aux investigations financières. Celles-ci constituent une nouvelle modalité d'enquêtes pour lutter contre le développement des réseaux criminels en Europe préconisée par le GAFI, le Groupe d'action financière institué par l'OCDE pour lutter contre le blanchiment d'argent.

**Grace au travail du CEIFAC, qui a formé plus de 400 auditeurs depuis sa création, un réseau informel d'enquêteurs spécialisés s'est créé, permettant en outre l'échange de bonnes pratiques et la réalisation d'un bon nombre d'enquête transnationales dans le respect absolu du secret professionnel.**

Un projet de recherche est également conduit au sein du CEIFAC en vue d'améliorer les dispositifs législatifs de lutte contre la criminalité organisée, à l'échelle européenne. Unique en Europe, ce collège résulte d'un partenariat entre l'Université de Strasbourg et les autorités de poursuite et de justice de plusieurs Etats membres.

## LE CEIFAC : une mission de formation et un outil de collaboration entre les services répressifs européens

### Le diagnostic

En 2013, le rapport d'évaluation de la criminalité organisée grave (*Serious Organized Crime Threat Assessment* - SOCTA) d'EUROPOL révélait que plus de 3600 groupes criminels organisés (GCO), interconnectés, composés de membres de plusieurs nationalités étaient actifs dans l'UE et constituaient une menace sérieuse. Polycriminelles, ces organisations génèrent une véritable économie criminelle. Ses membres agissent sur le mode entrepreneurial. Le rapport mettait en évidence que les organisations criminelles sont impliquées dans un large éventail d'activités illicites et frauduleuses générant des profits substantiels. Les deux rapports suivants n'ont fait que souligner l'aggravation de ces constats.

Les obstacles à l'efficacité de la lutte contre les réseaux criminels au moyen des techniques d'investigation habituelles sont identifiés. Ils ont trait notamment à la capacité des organisations criminelles à utiliser des techniques financiers-juridiques très sophistiquées pour empêcher les enquêteurs d'identifier les têtes de réseaux et mettre les biens criminels à l'abri des poursuites.

Parmi les stratégies à mettre en œuvre plusieurs instances spécialisées internationales et européennes, notamment l'UE et le Conseil de l'Europe, ont identifié les IFC comme une composante essentielle de la stratégie de lutte contre la criminalité organisée. La principale source opérationnelle en matière d'IFC figure dans les recommandations du GAFI révisées en 2012. La définition des IFC figurant dans la note interprétative de la recommandation 30 et le document d'orientation de juin 2012. Dans ses rapports SOCTA de 2017, sur la menace constituée par la criminalité organisée transnationale, EUROPOL met en évidence que les connaissances parcellaires sur les mécanismes et acteurs impliqués dans le blanchiment de capitaux constituent une lacune substantielle dans la lutte contre les groupes criminels organisés transnationaux et que le renseignement financier est insuffisamment exploité.

Cette formation répond aux besoins ainsi identifiés au plus haut niveau européen en transmettant à des praticiens des services répressifs français et européens, les connaissances de base pour dépister l'argent sale, afin d'aboutir à une confiscation judiciaire. En effet, l'IFC porte simultanément sur l'infraction qui a généré les profits illicites et sur les flux financiers. Les informations financières collectées dans le cadre de cette enquête serviront à prouver l'infraction. Elle permet ainsi d'identifier les produits du délit, de les geler pour éviter leur disparition ou leur injection dans l'économie légale ou pour servir à commettre d'autres infractions.

Cette définition est extrêmement importante parce qu'elle sert de base à l'évaluation des actions menées par les Etats, conduite notamment par le GAFI et MONEYVAL. L'IF est une investigation parallèle et proactive, permettant d'associer l'expertise policière et financière dans une approche complémentaire de manière à garantir que les infractions font l'objet d'une enquête exhaustive.

Parallèle, l'IF porte simultanément sur l'infraction qui a généré les profits illicites et sur les flux financiers. Les informations financières collectées dans le cadre de cette enquête serviront à prouver l'infraction. Proactive, l'IF permet d'identifier les produits du délit, de les geler pour éviter leur disparition ou leur injection dans l'économie légale ou pour servir à commettre d'autres infractions.

### Objectifs généraux et spécifiques

Le projet porté par le CEIFAC vise à mettre en œuvre la recommandation du GAFI en proposant une action de formation à destination des enquêteurs spécialisés des Etats membres de l'UE. Celle-ci permettra aux auditeurs de mettre en œuvre une investigation financière, dans un contexte européen, dans le but :

1. D'identifier l'ampleur de réseaux criminels et/ou le degré de criminalité ;
2. D'identifier et de dépister le produit du crime, les fonds terroristes et tout autre bien soumis ou susceptible d'être soumis à confiscation ;
3. D'établir des preuves susceptibles d'être produites dans des procédures pénales ;
4. De dépasser les obstacles linguistiques pour mettre en œuvre les IF de manière efficace dans un contexte de coopération policière européenne ;
5. De renforcer la connaissance mutuelle en vue de contribuer à une culture commune en matière d'investigations financières.

Pour atteindre ces objectifs et réaliser le projet tel qu'il a été défini le CEIFAC a mis en place une stratégie qui se décline en trois points.

#### I. Former à des techniques européennes d'investigations financières et d'analyse financière criminelle

A chaque session de formation ouverte, le CEIFAC a vocation à former un fonctionnaire par Etat membre de l'Union européenne : policiers, gendarmes, magistrats ou douaniers, soit une trentaine de stagiaires par session.

Les enseignements, en e-learning ou en présentiels, sont dispensés par des intervenants européens à la fois universitaires ou issus des autorités de police ou de justices, garantissant ainsi une formation de qualité et en phase avec les progrès techniques dans le domaine qui rend possible un essaimage de techniques communes efficaces et harmonisées dans toute l'UE.

De 2016 à juin 2021, 10 sessions de formation (deux par an, sauf en 2020 où une seule a pu se tenir en raison de la Covid-19) ont accueilli 30 auditeurs (15 français et 15 européens). Le CEIFAC a également organisé deux conférences de synthèse, en février 2019 et en juin 2021, conférences qui ont eu pour objet de mettre en exergue les obstacles persistants en matière d'investigations financières et face aux nouveaux risques cyber.

Chaque session de formation s'achève avec une conférence/table ronde thématique accueillant des acteurs de premier plan des services répressifs, de la justice et du monde académique. Ces conférences sont ouvertes au public et à la presse et, tout en participant à la formation des auditeurs, permet la diffusion de la réflexion développée par l'équipe de recherche du CEIFAC.

## II. Un outil commun pour une meilleure connaissance des phénomènes criminels

En termes de recherche, le CEIFAC a notamment pour objectif de créer une « référothèque », base de données informatique qui permet d'assurer, à l'échelle européenne, la collecte et l'analyse des informations en open source utiles aux investigations financières et à l'analyse financière criminelle au sein de l'Union européenne. Cette base de donnée a également pour finalité la constitution d'un centre de connaissances qui centralisera les bonnes pratiques en matière d'investigations économiques et financières, et l'élaboration des typologies des différents phénomènes criminels de nature économique et financière. Disponible en accès restreint, la référothèque offre aux forces de poursuite des Etats membres, un outil pour accéder à une meilleure connaissance des phénomènes criminels contre lesquels ils luttent.

Le CEIFAC s'appuie sur les compétences de l'équipe de recherche du Groupe de recherches actions sur la criminalité organisée (GRASCO), au sein de l'Unité Mixte de Recherche Droit Religion-Entreprise-Société (Université de Strasbourg/CNRS). Cette équipe, composée de docteurs en droit et placée sous la direction pédagogique de la directrice du laboratoire, Madame Chantal Cutajar, développe un programme de recherche et diffuse le fruit de leur réflexion ainsi que les pistes envisagées pour lutter contre la délinquance organisée via des parutions périodiques dans des revues et journaux spécialisés.

A l'occasion du programme de recherche, l'équipe propose à chaque session de formation en présentiel, un colloque thématique, ouvert au public et destiné à faire la lumière sur une question d'actualité. Le cycle en cours, dédié aux aspects cyber de la lutte contre la délinquance financière, se compose d'une conférence thématique, de trois colloques thématiques et d'une conférence synthèse (entre octobre 2019 et mars 2021). A l'issue de chaque colloque est publié un « Cahier du CEIFAC », somme de la réflexion des intervenants et un ouvrage sera rédigé en fin de cycle et diffusé à l'ensemble de la communauté universitaire, aux partenaires et au grand public.

### Colloques du cycle « Cyber » :

- Jeudi 13 juin 2019 : « Le renseignement financier par EUROPOL : Bilan et perspectives »
- Jeudi 24 octobre 2019 : « Cryptomonnaies et blockchains : quelles perspectives ? »
- Mercredi 14 octobre 2020 : Conférence « Criminalité organisée et COVID-19 »
- Jeudi 15 octobre 2020 : « Cybercrime : Lutte contre les ransomwares, le phishing, le vol d'identité et autres infractions cyber »
- Jeudi 10 juin 2021 : « Casinos, jeux et paris en lignes : lutter contre la manipulation des paris et le détournement à des fins de fraude et de blanchiment »
- Vendredi 18 juin 2021 : conférence synthèse : « les nouveaux risques cyber »

### III. Le CEIFAC ouvert sur la cité

Le CEIFAC contribue à ancrer Strasbourg dans sa vocation européenne et est ouvert sur la cité. Les conférences et colloques thématiques sont organisés pour donner au public, des clés de lecture de la lutte contre le développement des réseaux criminels et les moyens de la soutenir.

Pour assurer une large transmission de ce travail de recherche, le CEIFAC diffuse au moyen d'un communiqué de presse et de l'envoi de cartons d'invitation, l'annonce du colloque ou de la conférence. Cette diffusion, faite auprès du public et de la communauté universitaire permet alors à chacun d'avoir accès à l'information et de participer aux débats, nourrissant alors la recherche (un moment d'échange avec les intervenants étant à chaque fois organisé). Les rencontres ont lieu, soit sur le campus de l'université, soit dans l'amphithéâtre de la bibliothèque universitaire, soit encore, dans un lieu plus proche du grand public, telle la salle de conférence d'une librairie, lieu de rencontre propice à la discussion, expérience que nous avons proposée au public strasbourgeois lors de l'organisation d'une conférence citoyenne axée sur « l'Europe de la justice » en octobre 2018. A cette occasion, le public a pu débattre de sujets tels que la lutte contre la corruption ou encore la protection des lanceurs d'alerte que sont les journalistes d'investigation.



## Le CEIFAC : une pratique pédagogique alliant données théoriques et analyses pratiques

Le CEIFAC est hébergé au sein de l'UNISTRA, par l'Unité mixte de recherche (UMR) 7354, Droit, Religion, Entreprise, Société (DRES) à laquelle il est rattaché administrativement.

Entièrement gratuite pour les auditeurs (voyages aller-retour du pays d'origine à STRASBOURG, hébergement et restauration et transport local (tramway et bus)). Les langues de travail sont le français et l'anglais. Une interprétation simultanée professionnelle est assurée vers ces deux langues.

La formation dispensée par le CEIFAC permet d'acquérir des savoirs et des savoir-faire ainsi que d'échanger de manière à faire émerger les meilleures pratiques. En alternant des cours en présentiel et des exercices pratiques, les auditeurs travaillent à partir de cas concrets tirés de situations réelles déroulant une investigation financière (IF), de son ouverture à sa clôture.

Lors de la phase de formation présentielle, les auditeurs travaillent en groupe configurés de façon à intégrer en leur sein les divers profils intervenant dans les IF (enquêteurs des corps de Police, Gendarmerie et Douanes et autorités de poursuite). Il s'agit de confronter les auditeurs, quel que soit leur profil et de manière transversale, aux difficultés susceptibles d'être rencontrées dans le cadre d'une IF. Chaque auditeur sera mis en situation d'apporter sa contribution de manière à faire émerger les meilleures pratiques en matière d'IF.

S'agissant d'une formation de formateurs, un accent particulier est mis sur les méthodes d'apprentissage des fondamentaux de l'IF de manière à permettre aux auditeurs de transférer les savoirs et les savoir-faire acquis au cours de la formation. Ils abordent notamment sur les thématiques suivantes :

### Les nouvelles typologies

**Objectifs :** La formation permet aux auditeurs de disposer d'un état des lieux actualisé des nouvelles typologies nécessitant la mise en œuvre d'IF à l'échelle européenne. Un focus sur l'analyse criminelle stratégique permet de mettre en évidence notamment les techniques et les moyens utilisés par les organisations criminelles pour le blanchiment des capitaux, à l'origine de l'infiltration de l'économie légale par les profits réalisés par les organisations criminelles, sur les schémas de corruption et de financement du terrorisme.

### Définition de l'information financière

**Objectifs :** L'information financière est au cœur des IF. Il s'agit de donner aux auditeurs les fondamentaux permettant une meilleure lecture, compréhension et analyse des informations comptables et financières des entreprises privées et des organismes publics dans lesquels les enquêteurs sont amenés à conduire des IF.

## L'architecture et le schéma analytique d'une IF

**Objectifs :** Il s'agit de retracer, au moyen de cas concrets, les principaux procédés et techniques, ainsi que les meilleurs moyens de conduite d'une investigation aboutissant à une enquête réussie. Au moyen d'études de cas, les auditeurs se familiarisent avec toutes les étapes et difficultés rencontrées au cours d'une investigation financière.

Cela permet de visualiser concrètement les apports de l'AFC aux IF. Il fournit à l'enquêteur, les bases fondamentales de la collecte, de l'analyse et de la transmission des preuves en vue de la mise en examen/inculpation des auteurs des infractions. C'est l'occasion en outre de mettre en œuvre les techniques spéciales d'enquête en vue de la recherche de l'information financière.

## L'analyse de l'information financière

**Objectifs :** L'AFC est un ensemble de méthodes assorti d'outils qui se révèle un atout précieux dans les IF car elle apporte une contribution décisive aux problèmes de traitement de l'information (collecte, exploration, analyse, soutien à la décision). Son approche méthodique et efficace permet de traiter des données et des flux à la fois complexes et volumineux avec pour objectif d'assurer une capacité de détection et de suivi des relations entre faits et entités pertinentes.

L'AFC contribue ainsi à la qualification des infractions, à la détermination des éléments constitutifs, à l'identification des individus et des entités impliquées (auteurs, complices, intermédiaires ou victimes), à la reconstruction dans le temps et l'espace des moyens mis en œuvre pour la commission des infractions, à la représentation visuelle de l'information à disposition, ainsi qu'à la détermination de la structure et de l'organisation des entités et réseaux criminels d'intérêt. L'AFC participe de la prise de décisions rationnelles dans des contextes aussi bien opérationnels que stratégiques.

## La mise en situation à partir de cas concrets tirés de l'expérience des formateurs.

**Objectifs :** Il s'agit, à partir d'IF conduites dans des affaires de corruption dans les marchés publics, de blanchiment, de financement du terrorisme, de fraude fiscale et d'infractions douanières, de mettre les auditeurs en situation réelle d'investigations intégrant la détection, l'identification, la saisie/le gel et la confiscation des avoirs criminels. Les intervenants sont issus des autorités répressives et de poursuite des Etats membres. Les enquêtes tirées de retour d'expérience présentent toutes un caractère transnational. La coopération policière et le renseignement sont largement abordés.

## **Le CEIFAC : un projet collectif, résultat de la collaboration étroite avec des partenaires européens**

1. Université de Lausanne/Suisse
2. Gendarmerie Nationale/France
3. Europol
4. Direction générale des douanes et droits indirects/France
5. Service national de douane judiciaire/France
6. Office de lutte anti-fraude de Catalogne/Espagne
7. Service de police judiciaire du Luxembourg
8. Institut des experts judiciaires/Belgique
9. Service central d'analyse criminelle opérationnelle/Belgique

## Le CEIFAC : un financement indispensable des partenaires

Le CEIFAC bénéficie de subventions européennes via le FSI et le complément financier est apporté par l'Université de Strasbourg, la ville et la Communauté urbaine de Strasbourg et le Conseil régional Alsace.

La création à Strasbourg d'un collège européen de formation et de recherche en matière d'investigations financières et d'analyse financière criminelle, constitue une étape importante en matière de lutte contre la criminalité organisée et participe à la volonté de la Commission européenne de construire « un espace de liberté, de sécurité et de justice au service des citoyens ».

## L'équipe du CEIFAC

1. Directrice Générale : **Chantal CUTAJAR**, Maître de conférences HC HDR (UMR 7354-DRES) ;
2. Co-directeur, en charge de la direction de la formation et de la stratégie numérique en matière de communication : **Marc SIMON**, 1<sup>er</sup> commissaire divisionnaire, Police fédérale belge ;
3. Directeur adjoint, chargé de la mise en œuvre opérationnelle et logistique de la formation et du recrutement des auditeurs : **Thierry LANG**, Lieutenant-Colonel, Gendarmerie nationale ;
4. Chargée de mission : **Emilie EHRENGARTH**, docteur en droit, ingénieur de recherche ;
5. Ingénieur de recherche, Responsable du programme informatique : **Sébastien DUPENT** ;
6. Responsable administrative et financière : **Clélia RONDANINI** ;
7. Responsable de l'audit du projet : **Elena ADESSA-PELLISER**, expert consultante.